



L'auteur

- Jacques des Courtils
- 06 08 05 67 82



Le contenu de cette dépêche est la propriété de son auteur et du Fil-Social. Toute reproduction, par tous moyens, est soumise à une déclaration auprès du Centre Français de la Copie.

Sécurité sociale



Deux anciens ministres et un président de mutuelle face aux défis pour la Sécurité sociale

Le 27 mars, la Fondation Jean-Jaurès organisait des rencontres dont le thème était : « 80 ans de la Sécurité sociale : un héritage en question, des défis pour l'avenir ».

Une table ronde, consacrée, justement, aux défis, réunissait Marisol Touraine, qui fut ministre des Affaires sociales et de la Santé pendant toute la présidence de François Hollande, Agnès Buzyn, qui occupa le même poste (ministre des Solidarités et de la Santé, pour être exact) au sein du premier et du second gouvernement Édouard Philippe, et Stéphane Junique, actuel président du groupe mutualiste Vyv.

La question budgétaire

Tout d'abord, faut-il réellement s'interroger sur le devenir de la Sécurité sociale, cette « *assurance démocratique qui est un projet politique et un succès politique spectaculaire* » ainsi que le dit Marisol Touraine.

La réponse des trois intervenants est positive. Ainsi Agnès Buzy estime qu'il est « *normal de s'interroger sur les défis* » que ce « *magnifique organisme qu'est la Sécurité sociale* ». Pour elle, il est « *amené à être revisité et cela ne doit pas faire peur* ». Pour Stéphane Junique, « *ne pas se poser des questions sur la gestion de la Sécurité sociale serait une erreur. Il faut la faire évoluer au regard des risques socio-économiques de demain* ». Bref, il y a accord sur ce point.

Il y a, effectivement tout d'abord, un problème budgétaire, même si, comme le rappelle Agnès Buzyn, le budget des différentes branches de la Sécurité sociale est bien séparé de celui de l'État. Les différentes hypothèses actuelles touchant au réarmement de notre pays n'ont, donc, pas d'incidence sur celui de la Sécurité sociale. Il n'empêche que « *le système pose problème avec 12,3% de notre PIB* » et avec une « *augmentation naturelle de 3 à 4 %* ». « *Si on laisse filer, dans dix ans, on en sera à 20% du PIB* » ce qui poserait un « *problème de société* » et cela nécessite « *obligatoirement que ces dépenses soient contraintes* ».

Marisol Touraine, pour sa part, insiste sur « *le sentiment d'urgence* » qui se répand dans la population, « *le sentiment que l'avenir du système est en danger* ». C'est pourquoi, il faut « *s'interroger sur les conditions de la soutenabilité de toutes les branches* ». Vu sous cet angle, « *le débat actuel sur la fraude n'est pas anecdotique* » même si, en pourcentage des dépenses, cela est assez minime. La « *lutte contre la fraude restaure la confiance* ».

Grande sécu, grand scepticisme

Au sujet d'une question qui revient régulièrement à la surface, la « Grande Sécu », Marisol Touraine juge que « *se poser la question est légitime* » mais, pour elle, une telle organisation ne réglerait pas le problème de la croissance des dépenses. En outre, elle ne voit pas comment mettre en place cette grande sécu sans que seules « *les personnes très très aisées puissent payer des restes à charge très élevés ou alors il y aurait des contraintes individuelles très fortes* ». Ironiquement, elle « *souhaite bonne chance au ministre qui voudrait instaurer la Grande sécu* ».

Pour celle qui lui a succédé au ministère de la Santé, « *Grande sécu égale le NHS britannique, soit une médecine à deux vitesses* » et, estime-t-elle, « *l'articulation Sécurité sociale plus assurances complémentaires est indispensable pour laisser des marges de manœuvre même si les marges de manœuvre des complémentaires sont très limitées* ».

Ce que confirme le président de Vyv qui, en outre, demande « au gouvernement de la cohérence » : « *Il faut répandre le contrat responsable et solidaire mais encore une fois avec de la cohérence* ».

Quant à la cohérence,

Sur cette question de cohérence, Marisol Touraine juge que les contrats de complémentaires tels qu'ils existent, « *sont souvent un encouragement à la consommation et les mutualistes n'y mettent pas toujours du leurs pour limiter cette tendance* ».

Mais, de fait, dans les contrats collectifs obligatoires, dans le privé ou le public, « *ce sont les partenaires sociaux qui négocient, avec parfois des appels d'offres et des demandes très incohérentes* » répond Stéphane Junique. Agnès Buzyn enfonce ce clou en expliquant qu'elle a été « *très choquée que dans les appels d'offres de certains ministères, on demande le remboursement de l'homéopathie, de l'acupuncture, de l'étiopathie ...* », toutes choses qui n'ont jamais pu prouver leur efficacité, explique-t-elle.

Un sujet de citoyenneté

Une piste d'avenir est partagée par les trois intervenants, celle de la prévention, Marisol Touraine juge, comme ses deux interlocuteurs qu'il s'agit d' une voie d'avenir mais cela ne concerne pas que le système de santé. Sur ce point, Stéphane Junique cite l'idée qui lui tient à cœur de « *Sécurité sociale alimentaire* » et Agnès Buzyn pense que « *la prévention devrait être travaillée par toutes les politiques publiques et pas uniquement par le ministère de la Santé* » car « *le débat sur la santé va au-delà des soins* ».

Enfin, Stéphane Junique estime, reprenant là la thèse centrale de son livre 45060, que, pour faire évoluer le système, il faut en faire un « *sujet de citoyenneté et pas seulement un sujet technique. Il faut repositionner les sujets de santé au cœur des sujets de société* » et Agnès Buzyn semble parfaitement

d'accord quand elle dit que « *la solidarité est un combat politique, c'est un enjeu majeur pour l'avenir, un combat de tous les jours* ».